

11 SEPTEMBRE 1973 : COUP D'ETAT AU CHILI.

LES FAITS.

Au matin du **11 septembre 1973**, sous la direction du général **Pinochet**, les militaires chiliens prennent le contrôle de tous les points stratégiques du pays (gares, aéroports, télécommunications...), des bidonvilles (en cas de soulèvement populaire) et **renversent le gouvernement de l'Unité populaire** -qui venait de remporter les élections législatives avec 43,9% des voix- **de Salvador Allende, président régulièrement élu en 1970** (photo ci-contre).



Encerclé par les chars, le palais présidentiel de « *La Moneda* » est bombardé...



... avant d'être investi par l'armée.
Refusant de se rendre, **Allende** (au centre, casqué) se suicidera.



Augusto Pinochet, instigateur du coup d'Etat et chef de la junte militaire, venait d'être nommé par Allende commandant en chef des forces armées.



La terreur s'abat sur le pays. En quelques jours, plus de **45 000 personnes sont arrêtées, internées, interrogées et souvent torturées** soit dans les casernes de l'armée soit dans les stades comme le tristement célèbre Stade national de Santiago. A la fin de l'année, **au moins 1 500 personnes ont été tuées.** Dont des militaires loyalistes comme le général d'aviation **Alberto Bachelet** (dont la fille deviendra présidente du pays de 2006 à 2010) et le prix Nobel de littérature 1972 : **Pablo Neruda**, retrouvé mort dans sa maison saccagée par les militaires le 23 septembre. En 1975, le pays compte **8 000 prisonniers politiques.** Sans compter les **200 000 exilés**, très nombreux à se réfugier en France (entre 10 et 15 000 entre 1973 et 1989).



AUX ORIGINES DU COUP D'ETAT.

Un président mal élu.

A la tête de l'Unité populaire –coalition de partis de gauche formée en 1969 regroupant Parti socialiste, Parti communiste, Parti radical et des partis de centre gauche- , **Salvador Allende est élu à la présidence le 3 novembre 1970** –conformément à la constitution- **par un vote des sénateurs**, l'élection au suffrage universel et au scrutin uninominal à un tour n'ayant permis à aucun des 3 candidats de l'emporter : **Allende avait obtenu 36,3% des voix**, Alessandri (droite) 34,9% et Tomic (démocratie chrétienne, centre droit) 27,8%.

Un programme qui inquiète les classes possédantes.

Ce programme de gouvernement nous renvoie aux grands thèmes économiques de l'Amérique latine des années 70 : **nationalisation des mines de cuivre** -dont le pays est l'un des premiers producteurs mondiaux-, **réforme agraire** : redistribution des terres des latifundia au bénéfice des peones (pauvres paysans microfundiaires, journaliers) ; **hausse de salaires les plus bas, programmes de développement de la santé publique, de l'éducation, du logement en faveur des plus déshérités...**

Des difficultés économiques croissantes.

La relance de la consommation entraîne **l'inflation** et la **pénurie de biens de consommation courante** (huile, viande, sucre...) et le développement d'un **marché noir**. Le pays souffre aussi d'une **fuite des capitaux**, d'une **baisse des cours mondiaux du cuivre** et d'un **appel au boycottage du Chili par les USA** dont la **CIA organise et finance la grève des camionneurs qui asphyxie l'économie** fin

1972 : les transporteurs bloquent la route panaméricaine, colonne vertébrale d'un pays qui s'étend sur plus de 4 300 km du nord au sud.

Compléter : http://fr.wikipedia.org/wiki/Coup_d'%C3%89tat_du_11_septembre_1973_au_Chili

1973-1989 : SEIZE ANS DE DICTATURE.

Gouverner par la terreur.

Une dictature, c'est d'abord la destruction de toute vie démocratique. C'est le rôle attribué à la Direction de l'intelligence nationale (Dina), rebaptisée Centrale Nationale d'Information en 1977 : **une police politique militarisée chargée de poursuivre et éliminer les « ennemis » : partis politiques et syndicats sont dissous**, leurs militants et sympathisants **pourchassés**, communistes bien sûr mais aussi socialistes et démocrates chrétiens. Des **opposants sont liquidés** comme l'ancien commandant en chef de l'armée Carlos Prats assassiné à Buenos Aires en 1974 ou Orlando Letelier, ex ministre socialiste assassiné à Washington en 76. **La presse** de gauche est interdite et les autres médias sont bâillonnés par une **implacable censure**. Jusqu'en 1978 un couvre-feu est imposé, rétabli ponctuellement.

A l'extérieur, le Chili de Pinochet participa à l' « opération Condor » d'élimination de « la subversion interne » c'est-à-dire des opposants aux régimes en place. Plan piloté par la CIA qui réunissait l'Argentine du général Videla, l'Uruguay, la Bolivie du général Banzer, le Brésil et le Paraguay du général Stroessner. D'où les exécutions ci-dessus citées.

Sur Condor, lire : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=795>

Une politique économique ultralibérale.

En matière économique, le gouvernement fait siennes les idées des « **Chicagos boys** ». Il s'agit d'économistes issus de l'École de Chicago fondée par **Milton Friedman qui dénoncent inlassablement l'intervention de l'Etat dans l'économie** (keynésianisme). **L'économie, la santé, l'éducation, la gestion des transports publics sont privatisées, le marché des capitaux libéralisé.** Les forts taux de croissance ne parviennent pas à masquer les conséquences sociales : **en 1990, 40% de la population vit dans la pauvreté.**

Sur Friedman, lire : <http://www.economie.gouv.fr/facileco/milton-friedman>

Le retour de la démocratie.

Après avoir imposé en 1980 une Constitution qui lui permettait de rester au pouvoir jusqu'en 1988, **Pinochet perd en octobre le referendum visant à le maintenir à la tête de l'Etat** (56% de « non »). C'est que les oppositions, au-delà de leurs divergences, se sont unies autour d'un objectif : abattre la dictature. **En décembre 89, le démocrate-chrétien Patricio Aylwin est élu président du Chili.** Il met en place la **Commission nationale Vérité et Réconciliation** pour « *contribuer à faire la lumière sur les violations des droits de l'homme les plus graves* » commises entre 1973 et 1990, tant au Chili qu'à l'étranger. A l'issue de huit mois de travaux, le rapport publié dénombre 2 279 morts, 957 disparus, 2115 cas de violations des droits de l'homme et 164 de violence politique. Mais aucune poursuite judiciaire n'est engagée.

Quant à Augusto Pinochet, il est arrêté à Londres en 1998 suite à un mandat d'arrêt international émis par le **juge espagnol Baltasar Garzon utilisant le principe de compétence universelle**. Celle-ci permet à un Etat de poursuivre les auteurs de certains crimes quel que soit le lieu où le crime a été commis, et sans égard à la nationalité des auteurs ou des victimes. Le juge avait ouvert une enquête à la suite de plaintes déposées par des victimes de la dictature chilienne. Pour raisons de santé, il rentre au Chili en 2000 et meurt en décembre 2006 sans avoir été jugé...